

5 octobre 2016

La clause orphelin concédée par Québec solidaire dans le sillage de la bienvenue initiative Aussant / Nadeau-Dubois

En accord avec le PQ, Québec solidaire, pour éviter le bâillon, a consenti, dans le cadre du projet de loi 70, à ce que les pénalités financières devant être imposées aux bénéficiaires de l'aide sociale jugés aptes au travail mais refusant de chercher un emploi et de s'inscrire au programme Objectif Emploi, ne soient appliqués qu'aux nouveaux demandeurs. « *Chaque année, quelque 17 000 Québécois sans contrainte à l'emploi présentent une demande d'aide sociale, dans la majorité des cas des gens âgés de moins de 29 ans [...] Le chèque mensuel de base de ces prestataires de l'aide sociale pourrait ainsi passer de 623 \$ à 399 \$ [...] un collectif regroupant une vingtaine d'organismes était venu dire au ministre responsable, François Blais, que des assistés sociaux pourraient se retrouver à la rue, dans une situation de précarité extrême* »¹.

Par pragmatisme, Québec solidaire a consenti à une clause orphelin que n'importe quel progressiste trouve abjecte quand elle s'applique au mouvement syndical. Malgré sa « compréhension », on perçoit chez le porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté un certain scepticisme mêlé de désarroi : « *Il semble que, selon eux [PQ et Québec solidaire], l'élastique a été étiré au maximum et que l'adoption du projet de loi sous le bâillon serait le pire des scénarios* »². D'aucuns commenteront que les syndicats sont aussi acculés à ce genre de compromis. Les directions syndicales ne sont peut-être pas ici une référence. Et même si elles l'étaient, un parti politique oppositionnel n'a pas comme but de négocier avec le gouvernement mais plutôt de faire valoir son alternative par, entre autre, l'intermédiaire de son action parlementaire. Même tactiquement, l'opposition sur la base de son programme est la meilleure façon de faire reculer le gouvernement... et de susciter la mobilisation.

Cette manie Solidaire du consensus avec même les Libéraux pour limiter les dégâts ou pour des améliorations marginales³ ne fait que semer la confusion chez son électorat non initié aux arcanes des débats de programme et de plate-forme. D'autant plus que pour combler la mesure, le parti tarde indûment à publier la dernière partie de son programme sur son site d'où, pour encore en rajouter, il a fait disparaître sa dernière plate-forme⁴. Ne reste plus que le message consensuel des porte-parole soit de la défense du statu quo contre les reculs soit d'améliorations à la marge mais toujours dans le cadre néolibéral. Pour le dire crûment, la direction de QS confond parti politique et organisation populaire pour ne pas dire œuvre de bienfaisance. Heureusement, la militante-candidate pour l'élection partielle dans Verdun a parmi ses trois revendications prioritaires la gratuité du transport public sur dix ans⁵, une revendication clef qui cache un Plan vert radical à la hauteur des objectifs du COP-21 de Paris... à élaborer⁶, ce pour quoi la direction Solidaire a mis cette revendication sur la tablette.

Faut-il alors se surprendre de la stagnation du parti en termes de membres et d'électorat ? S'il y a toujours un électorat résiduel prêt à voter pour un parti honnête⁷ et dénonciateur de l'injustice et des pollutions, sa majorité veut d'abord un parti capable d'assumer la direction du gouvernement. Comme l'a démontré le succès électoral de Syriza en Grèce, et les percées inattendues des Sanders aux ÉU et Corbyn en Grande-Bretagne, cette majorité se radicalise à la vitesse grand V.

1 Presse canadienne, [Aide sociale : le projet de loi 70 sera adopté au plus tard le 24 novembre](#), Radio-Canada, 28/09/16

2 Serge Petitclerc, [Le ministre Blais aurait tort de pavoiser](#), Presse-toi-à-gauche, 4/10/16

3 Patrick Bellerose, [Il sera impossible d'évincer un aîné à faible revenu de son logement](#), Huffington Post – Québec, 2/06/16

4 La partie du programme concernant les femmes, les familles, et la diversité sexuelle et de genre votée en mai 2015, il y a 16 mois, n'est pas encore disponible. Est-ce parce que les points concernant le troisième sexe, la prostitution et les LBGT+ pourraient effaroucher l'électorat des banlieues et des régions ?

5 Communiqué, [Élection partielle dans Verdun - Véronique Martineau, une relève engagée et proche des gens](#), 28/09/16

6 Voir sur mon site l'essai « [Électrification à bon marché des transports pour Québec Inc.](#) »

7 Antoine Robitaille, [Secret caduc](#) (éditorial), Le Devoir, 4/10/16

Évidemment, si ces partis ou tendances se défaussent à la ligne d'arrivée, à la Syriza ou à la Sanders par peur d'en appeler à la mobilisation dans la rue, cette radicalité peut encore plus rapidement virer à droite sur une base identitaire.

L'initiative Aussant / Nadeau-Dubois, une secousse bienvenue et nécessaire

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'initiative Aussant / Nadeau-Dubois. Toutefois, il faut l'ajuster au contexte québécois qui n'en est pas un d'effondrement économique comme en Europe du Sud, ni de politique néolibérale outrancière comme en Grande-Bretagne, ni de racisme exacerbé comme aux ÉU, ni d'escalade guerrière et terroriste comme en France et ailleurs. Et il faut toujours avoir en tête que la société québécoise est pétrie de consensus nationaliste typique de l'opprimé rendant difficile les claires démarcations... mais non moins nécessaires.

À court terme, l'initiative Aussant / Nadeau-Dubois envoie un signal fort au PQ. Le fait que Aussant redevienne membre du PQ cible directement sa campagne à la chefferie. Pour cette initiative, l'idéal serait la victoire improbable de Martine Ouellet. Et si c'est l'extrême-centriste Cloutier, indifférent à la polarisation sociale et politique, proche d'une des cinq membres du groupe ? Peut-être y aurait-il une invitation à gauchir son programme. Qu'est-ce à dire alors pour la question de la stratégie vers l'indépendance ? Aller, à la Québec solidaire, vers une Constituante dans le premier mandat ? Qui serait élue donc indépendante de l'Assemblée nationale ? Y aurait-il plutôt un retour à la formule de SPQ-libre du référendum d'initiative populaire ce qui serait dans la lignée citoyenne du nouveau groupe ? Tout cela paraît hors de portée.

Michel David pense que la victoire de Lisée les dirigerait vers Québec solidaire ou un nouveau parti⁸. Quant à Option nationale, ça ne décolle pas électoralement. Le fait d'y aller rapidement avec une proposition de programme dès cet hiver signale que l'horizon est l'élection de 2018 y compris la possibilité d'un nouveau parti qui, pour ne pas être un quatrième parti nationaliste de gauche (sic), gouvernerait Québec solidaire et Option nationale, ce avec quoi Amir Khadir semble être d'accord... à condition, se dit-on, que la démarche du groupe rallie largement. Ce serait faire à Québec solidaire la même OPA que Option citoyenne de Françoise David a fait à l'UFP... avec la même connivence de leurs directions. Qui d'ailleurs n'a pas senti l'essoufflement routinier de la direction Solidaire avec ses tournées économiques pro-PME⁹ ?

Si le duo Aussant / Nadeau-Dubois gobait Québec solidaire, et si en plus il ralliait la nébuleuse Ouellet / SPQ-libre¹⁰, non seulement ce nouveau parti serait-il perçu comme un parti de gouvernement mais il deviendrait impossible de mettre en doute sa crédibilité indépendantiste. Sans compter qu'à l'interne, le débat politique en serait revivifié du simple fait de la présence de tendances fortes auxquelles on ne pourrait pas clouer le bec. Ce qui garderait ouverte une évolution anticapitaliste portée par un regroupement se démarquant clairement, ouvertement public et combattant à l'interne, à l'affût d'un retournement de conjoncture de soulèvement social nécessaire à sa percée dans ou en dehors du nouveau parti.

Marc Bonhomme, 5 octobre 2016,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

8 Michel David, [Le nouveau joueur](#), Le Devoir, 29/09/16

9 Pierre Mouterde, [À propos de l'initiative "Faut qu'on se parle" : Ombres et lumières d'une démarche qui donne à penser](#), Presse-toi-à-gauche, 4/10/16. L'auteur cependant néglige les rapports de cette initiative vis-à-vis le PQ. Il n'est pas évident non plus que la direction Solidaire lui serait hostile malgré ce qu'affirme Amir Khadir. Plus fondamentalement, l'auteur a tort de considérer que le programme de l'initiative Aussant / Nadeau-Dubois s'annonce plus à droite que le programme Solidaire. Il ne distingue pas le programme voté par le congrès, qui a quelques relents anticapitalistes, du discours public de la direction, nettement social-libéral.

10 Marco Bélair-Cirino, [Ouellet accuse ses adversaires de compromettre le projet indépendantiste](#), Le Devoir, 5/10/16 : « Le doyen de l'Assemblée nationale, François Gendron, s'expliquait mal la conduite de sa consœur. « Règle générale, respecter les membres, c'est une voie plus gagnante que de faire l'inverse », a-t-il souligné. »